

## Juin 2007 - Point de situation en Palestine AJPF

Alors que les tensions sont encore vives dans les camps de réfugiés palestiniens du Liban, on s'apprête à commémorer le 40<sup>ième</sup> anniversaire de l'occupation israélienne des territoires palestiniens lors de la guerre israélo-arabe de juin 1967, appelée plus communément la guerre des 6 jours<sup>1</sup>, pendant lesquels l'armée Israélienne va annexer à son territoire, la Cisjordanie (y compris Jérusalem Est qui devient la capitale unilatérale d'Israël), la bande de Gaza et le Sinaï égyptien. Le 5 juin prochain, une minute de silence sera observée à Ramallah (en Cisjordanie) et une marche partira de Naplouse vers l'un des 500 barrages militaires israéliens, symboles de l'occupation. Des manifestants israéliens pour la paix ont organisé également un rassemblement à Tel Aviv, le tout coïncidant avec une série de manifestations et d'initiatives prévues dans plusieurs villes dans le monde le 9 juin, déclarée "*journée internationale de protestation contre l'occupation israélienne*".

Pour l'AJPF<sup>2</sup>, cette commémoration est conséquente de son action en tant qu'association de défense des droits des réfugiés palestiniens et en premier lieu, le droit au retour : comme la *Nakba*<sup>3</sup>, la guerre des 6 jours est un épisode marquant et traumatisant de l'histoire du peuple palestinien qui devient un peuple de réfugiés, un peuple exilé, sans patrie, laissé pour compte au yeux des grands puissants de ce monde.

Cette commémoration, de 40 ans de violation de l'Etat d'Israël des droits internationaux<sup>4</sup>, vient aussi comme un écho aux derniers événements en Palestine où le gouvernement israélien choisit de nouveau la stratégie de la provocation, des incursions répétées, des assassinats ciblés, des destructions de maisons, de la continuation de la construction du mur illégal de séparation<sup>5</sup>, de la poursuite de la colonisation en Cisjordanie<sup>6</sup> qui a pour

---

<sup>1</sup> La Guerre des Six Jours est une guerre qui opposa, du **5 juin** au **11 juin 1967**, Israël à une coalition formée par l'Égypte, la Jordanie et la Syrie et de l'Irak. Cette guerre a été déclenchée par une « *attaque préventive* » d'Israël contre ses voisins arabes. Au soir de la première journée de guerre, la moitié de l'aviation arabe est détruite. Et au soir du sixième jour, les armées égyptiennes, syriennes et jordaniennes sont défaites. ...En moins d'une semaine, l'état hébreu a triplé sa superficie : l'Égypte a perdu la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï, la Syrie a été amputée du plateau de Golan et la Jordanie de la Cisjordanie. Plus symbolique encore de la défaite arabe est la prise de la Vieille Ville de Jérusalem. Annexée, la cité des 3 religions du Livre devient la capitale d'Israël - non reconnue par la plus grande partie de la communauté internationale. Source : Wikipédia

<sup>2</sup> AJPF : Association pour la promotion des Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises.

<sup>3</sup> *naqba* ou *nakba* : catastrophe, défaite des armées arabes contre les milices sionistes en Palestine en 1948, et expulsion/exode de la plupart des Arabes ou l'entité juive créée par le partage de la Palestine et devenue l'État d'Israël. Source : Wikipédia

<sup>4</sup> Résolutions 181 (1963), 194 (1964), 242 (1967), 338 (1973), 1322 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et la résolution ES-10/14 et ES-10-15 jugeant illégal la construction du mur de séparation.

<sup>5</sup> La **barrière de séparation israélienne** est une barrière construite par Israël en Cisjordanie sous le nom de "*clôture de sécurité*" (*security fence*), dans le but officiel d'empêcher physiquement toute intrusion d'activistes palestiniens en Israël et de lutter contre le terrorisme. Cette barrière, dont le tracé de près de 700 km est controversé et a été redessiné à plusieurs reprises notamment sous les pressions internationales, consiste dans sa longueur en une succession de murs, de tranchées et de portiques électroniques. Le projet a suscité une grande controverse entre une majorité des civils israéliens qui y voient une protection supplémentaire apportée par cette barrière depuis le déclenchement de la Seconde Intifada et les détracteurs de la barrière, dite "*mur de la honte*", qui dénoncent l'atteinte aux droits de l'homme et voient comme une tentative d'annexion de territoires, son tracé qui place de fait une partie des territoires palestiniens occupés de Cisjordanie du côté israélien. Sources Wikipédia

<sup>6</sup> Les **colonies israéliennes** désignent des communautés de peuplement établies par l'État d'Israël sur des territoires de la Palestine mandataire, en Cisjordanie et à Gaza, qui ne faisaient pas partie des frontières délimitées par les accords d'armistice israélo-arabes de 1949. Pour le droit international, il s'agit là d'une violation de la IV<sup>e</sup> Convention de Genève. Le gouvernement israélien, quant à lui, refuse le terme de « *colonies* » et parle le plus souvent d'« **implantations** »...Ces colonies « israéliennes » sont exclusivement peuplées de Juifs (alors qu'en Israël, il y a 20% de citoyens d'origine non-juive) et leurs habitants bénéficient de la citoyenneté israélienne, avec certains privilèges fiscaux ou sociaux....La Résolution 242 (1967) des Nations unies demande à Israël de se retirer « des territoires occupés » (version officielle française) ou « from occupied territories » (version officielle anglaise). De plus, l'article 35 de la charte des Nations unies interdit toute modification des frontières par la force. Source Wikipédia

conséquence une escalade de la violence particulièrement dans la bande de Gaza. En mai dernier, des dizaines de civils palestiniens et des élus ont été tués suite à des frappes aériennes et des incursions de blindés dans la bande Gaza dont la situation humanitaire est régulièrement dénoncée par Amnesty International et les rapports des commissions européennes.

L'AJPF est en contact régulier avec ses partenaires palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Ils nous témoignent leur détresse, physique et psychologique. La situation en Palestine a toujours été difficile ; aujourd'hui elle est critique : ils manquent de tout, particulièrement dans les camps : nourriture, médicaments... Ahmed Muhaisen, co-président de l'AJPF, palestinien du camp de Dheisheh (en Cisjordanie à côté de Bethléhem) nous dit que dans les camps, ils n'ont pas vu de tomates depuis des mois et que dans les foyers, le plat traditionnel fait de viande accompagnée de riz...devient un plat de riz, seul. La situation des enfants est extrêmement préoccupante. Il nous confie qu'on distribue, lorsqu'on en possède, des calmants aux enfants qui font des cauchemars et que les adolescents sont de plus en plus difficiles à « canaliser ». Les écoles étant fermées, la plupart du temps, ils « traînent » dans les ruelles étroites du camp, enfermés dans l'isolement et nourrissent un sentiment grandissant d'humiliation. La Palestine qui pouvait être fière de posséder une population éduquée (l'éducation a toujours été le fer de lance des dirigeants palestiniens) est, après sa terre, spoliée de son droit à l'éducation.

C'est pourquoi, l'AJPF associé au journal *l'Humanité* et à l'association « Forum pour un Autre Monde » a souhaité mener en 2006 la campagne nationale pour « le droit à l'éducation des enfants palestiniens » qui au-delà des 10 000 cartables garnis destinés aux enfants palestiniens, se veut être une campagne de sensibilisation à la situation des enfants palestiniens. Elle s'inscrit dans le cadre du travail régulier de l'AJPF, des villes françaises et de ses autres partenaires<sup>7</sup> qui oeuvrent depuis plus de 15 ans pour maintenir une solidarité forte et pour permettre le retour des réfugiés palestiniens dans un état viable reconnu et respecté.

C'est pourquoi aussi l'AJPF s'engage avec la CCAS dans l'accueil d'adolescents palestiniens des camps de réfugiés, chaque été, dans les centres de vacances afin, qu'aux côtés des enfants d'agents français, les palestiniens partagent un espace de dialogue et d'espoir et que leur quotidien de la guerre soit, un temps, mis entre parenthèses.

Détresse psychologique aussi. Les palestiniens affirment que les actes de provocation de l'armée israélienne contre la population palestinienne interviennent à chaque fois que les différentes composantes politiques palestiniennes sont proches d'un accord dans le but de diviser les Palestiniens et de faire échouer le gouvernement d'union nationale. Ainsi, sans institution palestinienne et sans unité, pas de reprise des négociations et la poursuite de l'occupation israélienne comme un fait accompli.

Pendant ce temps, la population étouffe. Les sanctions économiques et financières injustes imposées au peuple palestinien, sont inacceptables et humiliantes et les palestiniens ne comprennent pas que l'Union Européenne, et la France en particulier, ne peut rien faire pour mettre un terme à cette situation qui menace non seulement toute perspective d'une union nationale palestinienne, tout espoir de négociation et donc de paix, mais aussi toute recherche de stabilité dans l'ensemble de la région.

---

<sup>7</sup> Notamment la CCAS...

Et, en ce moment l'ensemble de la région, se situe au Liban.

L'AJPF a organisé le 18 mai dernier une délégation des villes françaises jumelées avec les camps de réfugiés palestiniens composée d'élus locaux et de responsables associatifs pour apporter les cartables et les fournitures scolaires de la campagne « droit à l'éducation pour les enfants palestiniens ». Cinq membres de la délégation se sont retrouvés bloqués dans le camp de réfugiés de Nahr-al-Bared lors des affrontements entre l'armée libanaise et les combattants du Fatah-al-Islam. Ils ont pu être évacués, dès l'instauration du cessez le feu le 22 mai 2007, dans de bonnes conditions grâce à la mobilisation des responsables palestiniens du camp et de l'ambassade de France au Liban.

Ils ont témoigné lors d'une conférence de presse organisée au CAPE (Centre d'Accueil de la Presse Etrangère) à Paris. Ils disent que leurs hôtes palestiniens ont tout fait pour les protéger dans le camp y compris en prenant des risques afin d'aller leur chercher des boissons, un groupe électrogène leur permettant de recharger leurs téléphones portables afin de rester en contact avec Fernand TUIL président de l'AJPF resté à Beyrouth. Ils ont surtout assisté au désespoir de la population civile prise entre deux feux, terrorisée, otage d'enjeux qui la dépassent... Car, contrairement à ce que l'on peut parfois entendre, le groupe Fatah al-Islam n'est pas un groupe de résistance reconnue palestinienne, ni même à la solde du régime syrien. Selon certaines sources, il aurait été financé et armé par les forces gouvernementales pro-occidentales libanaises dans le but de soutenir des groupes extrémistes sunnites pour contrer le Hezbollah chiite<sup>8</sup>...

Pendant ce temps là, un véritable désastre humain, politique, et social est en cours. L'AJPF est actuellement en contact quotidien avec un responsable du camp de Baddawi, Khaled Yamani (le camp se situe dans le Nord du Liban, proche du camp de Narh El Bared et de la ville de Tripoli). Le camp, déjà surpeuplé, a grossi de plusieurs milliers de réfugiés supplémentaires venus de Narh El Bared. Des réfugiés qui accueillent des réfugiés !

Le dispensaire du camp de Baddawi avait fait l'objet d'un projet de réhabilitation en 2005, soutenu par l'AJPF, le Conseil Général de l'Aisne et la CCAS. Ce dispensaire, l'unique dans le camp, accueille aujourd'hui les blessés qui affluent par centaines du camp de Narh el Bared.

Khaled est effondré. Le dispensaire a épuisé le stock des médicaments et des soins aux blessés. L'hôpital du Croissant Rouge est saturé et les pénuries alimentaires deviennent alarmantes malgré l'arrivée des camions humanitaires de l'UNRWA.

Khaled nous demande chaque jour, ce que l'on peut faire !? Que de détresse dans cette voix, lui, le militant progressiste palestinien, humaniste, intellectuel qui donnait, fut un temps, une partie de son argent à ses amis du Nicaragua pour les aider ! Une détresse d'autant plus palpable qu'elle sonne comme un cri... Car il sait bien, Khaled qu'aucune aide humanitaire ne pourra faire taire les armes tant que la communauté internationale ne décide de régler le problème à sa source, c'est-à-dire politiquement.

C'est pourquoi, l'engagement solidaire que le peuple français et européen peut témoigner auprès des populations palestiniennes, libanaises, israéliennes qui souhaitent vivre ensemble en paix, doit être à la fois celui des actions solidaires, humanitaires et surtout celui des idées.

---

<sup>8</sup> Lire l'article de Nicolas Qualander paru le mardi 5 juin 2007 : [la stratégie du chaos](#)